Conférence de presse de M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes, sur la crise de la Zone euro, les perspectives budgétaires de l'Union européenne, la PAC et sur la situation en Syrie, à Bruxelles le 29 mai 2012.

2012-05-29

Mesdames et Messieurs, merci infiniment pour votre présence et votre disponibilité. Je suis absolument désolé pour le retard mais j'avais un entretien avec mon collègue allemand, qui avait des contraintes au-delà de 14h, qui ne garantissaient pas que je puisse le revoir si je ne le voyais pas immédiatement. Donc, je me suis permis de vous faire attendre un peu, ce qui n'est pas dans mes habitudes, mais je crois que cela en valait la peine et je suis convaincu que vous ne me tenez pas rigueur du fait d'être arrivé avec un peu de retard.

Ce que je vous propose, c'est de vous dire quelques mots sur la séance à laquelle nous venons d'assister, un conseil important, mais aussi sur les jours qui me séparent de ma prise de fonction, sur les premières réunions auxquelles j'ai pu participer, les premiers contacts que j'ai pu nouer, les premières urgences que j'ai pu déceler. Et, au terme de ce propos introductif, je répondrai à vos questions, en sachant bien entendu que je suis dans une période propédeutique sur une matière que vous connaissez par cœur, puisque certains d'entre vous sont là depuis longtemps.

Vous savez la dimension technique des sujets que nous avons à traiter ici et vous comprendrez par conséquent, j'en suis convaincu, que, quelques jours après ma nomination, je ne sois pas nécessairement en mesure d'apporter toutes les réponses aux questions les plus sophistiquées que vous pourriez être tentés de me poser sur les sujets parfois les plus abscons. Je vais donc m'en tenir à quelques considérations générales et, bien entendu, je m'emploierai à vous répondre dans la foulée.

D'abord, sur le premier sentiment que m'inspire cette prise de fonction, je perçois bien entendu l'importance, dans un contexte particulier de crises et de tensions au sein de l'Union européenne, des sujets qui peuvent être traités par le ministre des Affaires européennes, au moment où nous sommes confrontés à des urgences extrêmement lourdes dont l'actualité rend compte, qu'il s'agisse de la crise de la zone euro, que nous avons évoquée avec mon homologue allemand lors de la réunion informelle de mardi dernier. C'est une crise qui sollicite beaucoup la plupart des gouvernements, depuis de nombreux

mois, et vous savez quelle fait lobjet dune préoccupation particulière de la part du président de la République. En effet, avant même quil ne soit élu, à loccasion des débats qui ont jalonné la campagne présidentielle, il a pu à plusieurs reprises dire son inquiétude devant la gravité de la situation, sa conviction que la crise financière nétait pas surmontée et quil faudrait réorienter les politiques de lUnion européenne pour parvenir à la surmonter durablement.

Les événements qui se sont produits au cours des derniers jours, au lendemain de la campagne présidentielle, témoignent de la justesse de lanalyse de François Hollande, devenu depuis président de la République, et de la nécessité dapporter des réponses différentes à la crise que traverse la zone euro. Il sagit de faire en sorte que nos pays connaissent à la fois le redressement, que la crise financière soit surmontée et que lEurope toute entière ne senfonce pas dans la récession au moment où les prévisions de lOCDE montrent que nous pourrions être dans un début de récession puisque nous serions à -0.3 de croissance.

Donc il y a la volonté du président de la République de rééquilibrer la politique de lUnion européenne en faisant en sorte quautour du rétablissement des disciplines budgétaires, il y ait des initiatives pour la croissance qui trouvent un écho particulier à laune des événements que traverse la zone euro depuis plusieurs mois et depuis quelques semaines. Nous sommes en situation dexaminer tout cela de plus près.

Il ny a pas que la question de la zone euro, il y a la question du Traité qui est liée bien entendu à la situation que connait lUnion et sur lequel nous demandons les rééquilibrages que vous savez.

Et puis il y a les perspectives budgétaires 2014-2020, qui peuvent comme cela, en apparence, constituer un sujet différent, mais toutes ces problématiques sont liées et nous lavons bien vu à loccasion des débats de ce matin, où beaucoup de ceux qui sont intervenus, représentant les différents États ont insisté sur limportance et lurgence de prendre des initiatives dans le cadre des discussions en cours sur le budget de lUE qui permettraient de conforter les ambitions des pays de lUnion autour de cet objectif de croissance.

Nous sommes donc sur des sujets différents : crise de leuro, Traité, budget de lUnion européenne, perspectives 2014-2020. Et, lorsque lon regarde ces sujets avec recul, on se rend compte que les questions sont étroitement liées les unes aux autres et renvoient à des problématiques communes.

Donc, bien entendu, au cours des derniers jours, jai eu loccasion de me plonger dans ces questions, y compris dans leur dimension technique, sans perdre de vue, bien entendu, leur dimension politique. A loccasion des contacts bilatéraux que jai pu nouer au cours

des derniers jours, l'occasion m'a été donnée d'évoquer ces sujets avec un certain nombre de mes interlocuteurs.

J'ai rencontré dès dimanche dernier, deux jours après ma nomination, mon homologue allemand ; nous avons eu une rencontre informelle à Berlin le dimanche soir, suivie d'une réunion plus formelle le lundi à l'occasion de laquelle nous avons examiné un certain nombre de sujets, parmi lesquels ceux que je viens d'évoquer, qui concerne la situation de la zone euro. Nous avons évoqué également les questions qui tournent autour du 50ème anniversaire de Traité de l'Élysée, et nous avons commencé à traiter les perspectives budgétaires 2014-2020. Et nous avons, à l'occasion de l'entretien que nous venons d'avoir, ré-évoqué ces questions.

Ces sujets ont également été traités avec mon homologue danois et mon homologue finlandais que j'ai rencontrés la semaine dernière. Un contact informel a eu lieu avec David Lidington, qui s'est poursuivi aujourd'hui de manière à ce que nous puissions approfondir un certain nombre de débats que nous avions eu au téléphone la semaine dernière. J'ai également rencontré mon homologue polonais et je verrai mon homologue chypriote au terme de ce point presse.

Donc, l'actualité étant sollicitante, elle m'a conduite très vite à multiplier les contacts et à regarder de près les différents sujets qui sont sur le métier, même si la complexité de ces sujets, sur une matière encore une fois difficile, ne me conduit pas, six jours après ma prise de fonction, d'être en totale maîtrise de ces questions sur le plan technique, ce qui ne nous empêche pas de les évoquer.

Deuxième point sur lequel je voudrais insister, c'est la volonté qui est la mienne d'intensifier les relations bilatérales avec un certain nombre de pays, avec lesquels nous avons moins ou peu parlé au cours des dernières années, et qui sont demandeurs d'une relation redynamisée, rénovée avec notre pays ; je pense à la Pologne, aux Pays Baltes. Et je souhaite au cours des prochaines semaines multiplier les contacts et les relations bilatérales parce que je pense qu'il est important que nous puissions, dans le contexte particulier de crise que traverse l'Union européenne, par ces contacts bilatéraux, essayer d'avoir une vision plus panoramique de ce que sont les enjeux et essayer de construire, autant que faire se peut, sur les sujets les plus délicats, des consensus utiles.

Le troisième point sur lequel je voudrais insister, c'est ce qui reviendra sur le métier par delà la crise, c'est-à-dire la question de la vision que nous pouvons avoir de l'Europe dans la perspective de 2014. J'attache beaucoup de prix aux relations avec les institutions européennes, avec le milieu associatif et les think tanks qui peuvent sur ces sujets engager des réflexions utiles. C'est un des volets de l'action du ministère sur lequel je souhaite pouvoir me mobiliser et préparer les échéances 2014 qui arriveront assez rapidement.

Et puis il y a toutes les relations de l'Union - c'est le quatrième point - avec le reste du monde. Je pense à toutes les problématiques euro-méditerranéennes, auxquelles le ministre des Affaires étrangères attache du prix et sur lesquelles il faudra bien entendu que nous puissions travailler dans les années qui viennent.

Je voudrais revenir, avant de répondre à vos questions, sur les relations avec les institutions. De la même manière que j'avais voulu symboliquement rencontrer très vite mon homologue allemand, il m'avait semblé important de pouvoir me rendre au Parlement européen à Strasbourg dès le mardi suivant ma nomination. J'avais demandé à la Représentation permanente de bien vouloir organiser à cet effet un ensemble de rencontres auxquelles je tenais. Malheureusement, une réunion qui s'est tenue à la présidence de la République en vue de la préparation de la réunion informelle du 23 mai dernier, m'a empêché d'honorer cet engagement. J'ai eu une conversation avec Martin Schulz, pour fixer une nouvelle date, et avec l'ensemble de ceux qui avaient eu la gentillesse de m'accueillir. Je suis en train d'organiser une nouvelle rencontre à l'occasion de la prochaine session à Strasbourg, de manière à bien matérialiser la volonté qui est la mienne de travailler en étroite relation avec le Parlement et les Parlementaires européens le plus vite possible, et dans une relation qui soit constructive et respectueuse du rôle que jouent ces institutions et ceux qui concourent à leur fonctionnement.

Voilà ce que je voulais vous dire. Je suis maintenant tout à fait prêt à répondre à l'ensemble des questions que vous voudriez me poser, et notamment sur les sujets qui ont été à l'ordre du jour du CAG d'aujourd'hui qui concernait les perspectives budgétaires 2014-2020. Bien entendu, tout autre sujet peut être abordé.

Q - 15 États membres disent que la proposition de la Commission avec une hausse substantielle du budget pour la période 2014-2020 est une bonne proposition. Six, jusqu'à présent, sont contre, dont la France. Est-ce que vous allez changer de position ? Est-ce que vous allez vous montré plus ouvert, ou est-ce que vous allez camper sur la ligne dure ?

R - J'ai entendu la position du ministre du Royaume-Uni tout à l'heure

Q - J'ai raté votre prestation

R - Vous n'avez rien raté, car ma prestation a été la première intervention que je faisais ; elle a été brève et prudente pour des raisons que je vais vous expliquer. Nous sommes en train de caler notre position sur ces enjeux. Nous voyons bien l'endroit d'où l'on part, il est celui que vous venez d'indiquer. Et l'endroit où l'on veut arriver, c'est le discours du président de la République sur la nécessité de faire en sorte que l'Union européenne puisse retrouver le chemin de la croissance.

Nous avons parfaitement conscience du fait que l'Union européenne ne pourra retrouver le chemin de la croissance que si deux conditions sont réunies et deux négociations

aboutissent.

Dabord, les négociations qui ne concernent pas le budget de lUnion européenne à proprement parler, les perspectives financières dont il a été question ce matin, et qui concernent lensemble des sujets mis sur le métier par le président de la République à loccasion de la réunion informelle du 23, et qui concernent essentiellement quelques questions financières qui ne sont pas sans lien avec les perspectives financières de lUnion ; mais ce sont des sujets à part. Je pense à la recapitalisation de la BEI à hauteur de 10 milliards deuros pour pouvoir financer par des project bonds des projets dinvestissements importants. Je pense à la question qui se pose de la création des eurobonds en vue de la mutualisation de la bonne dette de demain qui est destinée à faire des investissements daprès demain qui feront les emplois et la croissance durable de lUnion européenne. Je pense à toute la réflexion sur la recapitalisation des banques par la mobilisation du MES.

Autant de sujets techniques, sur lesquels la réflexion est mise sur le métier dans lesprit quont indiqué le président de la République et la chancelière allemande à loccasion de la rencontre de Berlin. Il ny a pas de tabous, toutes les questions sont ouvertes et font lobjet dun débat. Ces questions ont été traitées par lensemble des gouvernements qui se sont exprimés à loccasion de la réunion du 23 mai dernier. Et M. Van Rompuy a en charge, aux termes de contacts bilatéraux, de consultations, de faire des propositions qui alimenteront le Sommet du 28 et du 29 juin.

Nous avons bien conscience que nous ne pouvons pas à la fois tenir ce discours et avoir, sur le budget de lUnion européenne, un discours qui serait orthogonal par rapport à cette ambition.

Le budget de lUnion européenne, cela a été réexpliqué ce matin par lensemble des intervenants dont votre serviteur, a vocation à accompagner aussi dans les années qui viennent, 2014-2020, la croissance et lemploi au sein de lUnion. Il faut, pour atteindre cet objectif, que nous soyons conscients des équilibres qui le permettent. Je mexplique : nous sommes contributeurs nets à hauteur de 7 milliards deuros.

La contribution de la France au budget de lUnion européenne est de lordre dune vingtaine de milliards deuros par an. Ce nest donc pas lépaisseur du trait, cest une contribution significative.

Si nous voulons respecter les engagements que nous avons pris devant lUnion européenne elle-même, dans le rétablissement des comptes publics, nous devons impérativement veiller à ce que notre contribution soit utile et raisonnable en même temps. Utile parce quelle est de nature à permettre des dépenses qui peuvent faire des investissements et de la croissance, et raisonnable, parce quelle ne peut pas être

dégradante des équilibres budgétaires qui constituent un objectif pour lequel nous nous sommes mobilisés devant l'Union. Si, d'ailleurs, nous disions à la Commission que nous sommes prêts à apporter une contribution à ce point déraisonnable que tous les engagements que nous avons pris face à elle en termes d'équilibre budgétaire seraient remis en cause, elle serait tout à fait légitime à nous interroger sur la cohérence de notre position.

Donc, nous avons cet équilibre à trouver entre la volonté qui est la nôtre d'un budget qui permette la réalisation d'une ambition, et en même temps, créer des conditions pour que tout cela ne remette pas en cause les équilibres budgétaires que nous devons atteindre.

Concernant la PAC, nous avons bien entendu la proposition d'un certain nombre de pays et des propositions de la Commission présentant les ajustements auxquels il serait souhaitable, selon elle, de procéder.

J'ai présenté un amendement aujourd'hui pour indiquer que nous ne souhaitions pas pour l'heure qu'il y ait de remise en cause des grands équilibres de la PAC, et notamment qu'il y ait une dégressivité massive des aides directes qui remettraient en cause notre agriculture et causerait des problèmes.

Par ailleurs, nous avons indiqué que, pour ce qui concerne la cohésion, les propositions qui avaient été faites par le Conseil d'une moindre conditionnalité macroéconomique étaient de nature à ne pas opérer la dynamique d'investissement susceptible d'être réalisée par la mobilisation de ces fonds de cohésion, de manière à ne pas nous éloigner des objectifs de la croissance.

Compte tenu de cette équation difficile et fragile, nous allons dans les semaines qui viennent procéder à des approfondissements de notre réflexion, à un ajustement de notre position de manière à pouvoir, à l'occasion des prochains rendez-vous, affermir notre doctrine.

Q - Pardonnez-moi, je poursuis, parce qu'on a bien compris que l'équation était difficile, mais je n'ai toujours pas très bien compris : la position française n'est pas totalement arrêtée ?

R - La position française n'est pas totalement arrêtée. Nous partons de l'endroit que vous indiquez, nous avons conscience de la difficulté des équilibres et notre objectif est de profiter des semaines qui viennent dans la perspective des prochaines rencontres pour affermir la position française.

Q - Si vous changez votre position, vous allez fragiliser la position des Allemands, ce qui est très désagréable pour eux. D'ailleurs cela fait partie, je pense, de vos entretiens avec vos homologues allemands, qui eux ne veulent pas non plus avoir une contribution augmentée. Donc, si on a les six grands contributeurs nets qui feront front, cela tient ; à partir du moment

où il y en a un qui part, tout cela s'effrite, donc c'est aussi un choix très politique que vous allez devoir faire.

R - Mais je ne vous ai pas dit que nous allions remettre en cause le principe de rigueur qui avait présidé à notre position jusqu'à présent. Je vous ai simplement dit que, dans un contexte particulièrement difficile auquel nous sommes confrontés sur le plan budgétaire, notre marge de manœuvre pour augmenter notre contribution était quasi nulle et que, par conséquent, c'était dans l'enveloppe actuelle que nous pouvions raisonner éventuellement pour procéder à des redéploiements utiles de nature à favoriser la croissance.

En même temps, notre position est totalement ferme sur la PAC. Vous voyez que nous sommes sur une marge de manœuvre étroite, mais la marge de manœuvre étroite n'est pas nulle, et par conséquent nous utiliserons le temps utile devant nous pour essayer de faire en sorte que nous puissions, dans les débats qui viennent, par l'ajustement et l'affermissement de notre position, apporter une contribution utile.

Q - S'agissant des eurobonds, Angela Merkel et d'autres responsables allemands ont dit clairement que ceux-ci pouvaient être considérés, après une phase de consolidation de l'Union économique et monétaire, en insistant sur le volet économique, de faire vraiment quelque chose qui ressemblerait finalement beaucoup plus à une Europe fédérale. Quelle est la position du gouvernement sur cette question ? On sait que François Hollande voulait les eurobonds d'abord, mais sur la question de l'intégration en elle-même, quelle est al position du gouvernement ?

R - Il y a deux manières de voir ce sujet, une manière pessimiste et une manière raisonnablement optimiste. Nous sommes dans la seconde approche. Il y a de cela quelques semaines, le sujet de la croissance et le sujet des eurobonds n'étaient pas susceptibles d'êtres mis sur le métier. Aujourd'hui, ils le sont, aux termes des discussions qui sont intervenues entre un certain nombre de pays de l'Union, et notamment les discussions qui sont intervenues entre la chancelière allemande et le président de la République il y a de cela quelques jours.

Et vous constatez que, sur la question des eurobonds, la position allemande n'est pas une position de fermeture et la différence d'approche entre les Allemands et nous ne porte pas sur le fait de savoir s'il faut les faire ou pas, mais la question porte sur le moment où il faudrait les faire et sur le contexte dans lesquels il faudrait les faire.

Le président de la République a indiqué, à l'occasion de son intervention aux termes de la réunion informelle, qu'il considérait que ces eurobonds pouvaient être un moyen de sortir de la crise en permettant le financement d'un certain nombre d'États qui ont des projets dans des conditions beaucoup moins contraignantes que celles qui prévalent aujourd'hui.

Et bien entendu, cet instrument, comme d'autres, permettant à l'Europe de s'engager dans la voie du redressement et de surmonter la crise à laquelle un certain nombre de pays sont aujourd'hui confrontés, pouvait justifier ultérieurement d'une intégration plus grande et des mécanismes de gouvernance.

La chancelière a une démarche qui n'est pas une démarche d'hostilité aux eurobonds, mais elle considère que ceux-ci ne peuvent voir le jour que dès lors que l'assainissement est intervenu et que l'intégration des politiques est actée et en vigueur. C'est un point d'aboutissement d'une démarche d'assainissement et d'intégration. Pour nous, cela peut être le point de départ de cette démarche d'assainissement et d'intégration.

Nous sommes au début d'un processus de débat, de dialogue, d'échange, qui a vocation à se poursuivre lors des prochaines semaines jusqu'au Sommet du mois de juin, où les choses pourront être davantage formalisées.

Il est donc aujourd'hui indispensable de laisser ce processus se poursuivre. Dès lors que l'on accepte que les sujets puissent être mis sur le métier, des sujets qui n'étaient pas susceptibles d'être évoqués hier, aujourd'hui ils le sont, il y a des divergences d'appréciation sur la manière de les aborder, sur la temporalité, sur le contexte. Laissons la discussion se déployer de telle sorte à pouvoir aboutir à un accord qui soit le plus fructueux possible pour essayer de surmonter la crise monétaire. Je pense que nous devons acter tout ce qui est positif et ne rien hypothéquer de ce qui pourrait l'être davantage encore demain en prenant des positions qui pourraient entacher ou opérer le dialogue.

Q - Donc le gouvernement souhaite cette intégration plus approfondie en politique européenne ?

R - Nous, ce que nous souhaitons aujourd'hui, c'est que les conditions de la croissance soient réunies, que l'Europe s'engage sur la voie du redressement en mettant, à côté des disciplines budgétaires, une ambition pour la croissance. Si, dans cette perspective, la discussion porte sur des modes d'intégration plus importants, le moment viendra où ces sujets devront être abordés.

Q - C'est-à-dire en juin ?

R - On ne va pas aujourd'hui indiquer quelles sont les étapes alors que les étapes font partie de la négociation. Tout cela doit se construire, se faire en se faisant. C'est la dynamique du dialogue entre les pays de l'Union européenne en vue d'assurer le redressement, la croissance à côté du rétablissement de la discipline budgétaire, c'est la dynamique propre à ce dialogue qui est en cours, qui est engagé de façon positive, qui doit mettre sur les étapes, les objectifs, les méthodes, de trouver des accords et des consensus.

Q - Le 30 avril, (inaudible) à Bruxelles du pacte de stabilité (inaudible). Le candidat François Hollande avait pris ses distances avec ce programme de stabilité français. Depuis, la Commission a (inaudible) à respecter ses engagements pour l'année prochaine. Est-ce qu'il est dans votre intention de transmettre à Bruxelles un programme de stabilité corrigé de façon à pouvoir rassurer la Commission (inaudible) sur les capacités de la France à revenir à l'équilibre budgétaire en 2016 ? Sur quel point vous pouvez corriger ce programme de stabilité ?

R - Vous savez que le président de la République s'est exprimé très clairement sur la volonté de notre pays de revenir aux équilibres budgétaires à l'horizon 2017 et a indiqué quels étaient les voies et les moyens qu'il entendait mobiliser pour atteindre ces objectifs. Par ailleurs, vous le savez aussi, nous avons engagé un processus d'audit des finances publiques françaises qui doit nous permettre d'avoir une photographie plus précise de ce qu'est la réalité de l'équilibre budgétaire français à l'horizon de la fin de mois de juin. Au regard de ces éléments que nous attendons, nous ajusterons éventuellement la stratégie. Pour l'instant, je ne peux vous en dire plus.

Q - Tout à l'heure à midi, François Hollande a annoncé l'expulsion de l'ambassadeur syrien de France, en disant que ceci se faisait en concertation avec ses partenaires. Or, ici, on nous dit que visiblement, la concertation se limite au Royaume-Uni et à l'Allemagne qui seraient à peu près sur la même longueur d'onde. Donc, je voudrais savoir si vous pouvez confirmer qu'effectivement on en est là ou si d'autres pays ont été concertés. Parce que, sinon, on ne comprend pas très bien, vous parlez de concertation avec le maximum de pays au sein de l'UE, vous citez la Pologne, les États Baltes, etc., est-ce que cela passe aussi ou pas par ce type de décision ?

R - D'abord, le sujet de la Syrie a été évoqué par le président de la République à l'occasion de l'ensemble des contacts qu'il a pu nouer depuis le début de sa prise de fonction. Globalement, il y a un accord d'un très grand nombre de pays sur la dimension d'atrocité des actes commis par le régime de Bachar Al-Assad et la nécessité de mettre fin à ces atrocités en mobilisant la totalité des moyens de la communauté internationale pour atteindre cet objectif.

Le président de la République a eu l'occasion d'évoquer ce sujet à Washington avec un certain nombre de ses homologues, le président Obama, le Premier ministre Cameron, l'ensemble des responsables de gouvernement qu'il a eu l'occasion de rencontrer, avec lesquels il a pu évoquer ce sujet.

Et puis, il a également indiqué qu'il mobiliserait tous les moyens pour organiser cette réunion des amis du peuple syrien prochainement de manière à faire en sorte que cette concertation puisse se poursuivre.

Mais la concertation avec l'ensemble des pays avec lesquels nous sommes amenés à parler au sein de l'Union européenne sur des sujets de cette nature ne signifie pas nécessairement que nous devions être d'accord sur tout pour agir. Nous avons un rôle particulier qui résulte de notre statut de membre du Conseil de sécurité des Nations unies, il y a continuité de la politique française en Syrie. Le président de la République lui-même a eu l'occasion d'indiquer que les initiatives qui avaient été prises précédemment avaient vocation à être poursuivies et amplifiées, et c'est dans ce cadre que nous agissons.

Q - Il faudra donc s'attendre à ce que d'autres pays prennent l'initiative ?

R - Mais tout ce qui peut permettre à notre pays d'aller dans le sens d'initiative diplomatique qui permet d'appuyer les actions conduites par Kofi Annan par les Nations Unies pour faire en sorte que ces atrocités cessent sont des initiatives bienvenues, bien entendu.

Q - Vous vous y attendez ou pas, à ce que d'autres pays embraient comme ça ?

R - Non seulement nous souhaitons que d'autres pays embraient, mais par ailleurs nous multiplierons - parce que c'est le rôle de la France et que nous l'avons toujours fait, et que le président de la République a commencé à le faire de façon très intensive - les contacts avec la plupart de nos partenaires pour faire en sorte que nous puissions cheminer ensemble.

Plus la communauté internationale sera mobilisée pour qu'il soit mis fin à ces massacres épouvantables, et on a vu l'ampleur des massacres qui ont été perpétrés à Houla il y a de cela quelques jours, des enfants ont été massacrés, des familles ont été décimées, cela implique une action de la communauté internationale la plus large possible et tout ce que pourra faire la France en liaison avec ses partenaires pour faire en sorte que la pression s'accentue, le régime de Bachar Al-Assad soit ramené à la raison sera fait, bien entendu.

Il n'y a pas d'exclusive en la matière : tout ce qui peut être fait de façon bilatérale, multilatérale, a vocation à être fait dans l'intérêt du peuple syrien, bien entendu.

Q - Vous voulez ramener Bachar Al-Assad à la raison alors que j'avais cru comprendre que vous vouliez son départ. Je croyais que la position française était de vouloir son départ.

R - Oui, ramener Bachar Al-Assad à la raison, c'est lui demander de partir, oui, qu'il parte de lui-même, et s'il ne veut pas partir. Voilà, c'est cela que cela veut dire, bien entendu. Nous ne croyons absolument pas à la possibilité de ce régime de s'amender et de poursuivre. Son départ est nécessaire, c'est évidemment tout à fait ce que je voulais dire, mais il serait quand même souhaitable qu'il parte de lui-même, les pressions internationales et les sanctions sont là pour le conduire à partir.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 31 mai 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185133-conference-de-presse-de-m-bernard-cazeneuve-ministre-des-affaires-euro